

nelles promesses de rétablir l'équilibre dans les finances par l'économie. Dans les deux cas le trésorier a eu le temps de dégrever son budget de toutes les dépenses attribuables à l'exercice précédent, c'est-à-dire à l'administration de son prédécesseur. La comparaison est donc juste pour les deux partis, tandis que le résultat du dernier exercice doit montrer les affaires de la province sous le jour le plus favorable.

Voici donc cet état

DEPENSES	1897-98	1892-98
Dette publique.....	\$1,591,177	\$1,445,031
Législation.....	210,910	199,769
Gouvernement Civil.	282,585	251,908
Administration de la Justice.....	618,379	583,409
Instruction publique.	434,260	384,960
Agriculture, Immigration et Colonisation	307,476	201,338
Travaux et Edifices publics :		
Ordinaire.....	127,483	104,528
Extraordinaire....	50,683	238,264
Institutions de bienfaisance, y compris les asiles d'aliénés...	339,375	355,725
Services divers.....	388,429	425,597
Total	\$4,351,778	\$4,190,522
Remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer....	237,471	241,405
Rachat de la dette et prime (conversion).	738,676	1,000,000
Fonds en fidéicommiss	33,675	13,147
Subsides de chemins de fer et Construction du chemin de fer Q. M. O. & O. .	199,144	850,455
Dépenses Totales	\$5,560,246	\$6,342,561

Le fait important dans cet état c'est que les dépenses ordinaires qui étaient de \$4,190,522 durant la première année du régime Hall se sont élevées à \$4,354,778 durant l'exercice qui

vient de se terminer. En 1892-93, les recettes ordinaires, y compris les taxes imposées par M. Hall étaient de \$4,384,654, de sorte que cette année là il y avait un surplus réel, avec lequel on pouvait payer une partie des dettes de la province telle que le dépôt de garantie de chemins de fer. Cette année les recettes ordinaires ne sont plus que de \$4,112,547, laissant un déficit de \$240,000 en chiffre ronds, dont le montant devra s'ajouter avec celui des dépenses extraordinaires, à notre dette et par là augmenter encore les charges qui pèsent sur notre budget.

Or, bien que le montant des subsides aux chemins de fer ait été réduit à \$198,000 et que les dépenses pour travaux publics dites extraordinaires aient été réduites de \$238,000 à \$50,000, l'écart entre les recettes et les dépenses totales, non compris les emprunts et les rachats d'emprunts est comme suit :

Dépenses.....	\$4,821,570.
Recettes.....	4,172,423.

Déficit à ajouter à la dette \$ 649,147.

Voilà la situation véritable, malgré une réduction de \$640,000 sur les dépenses pour chemins de fer et travaux publics extraordinaires.

Cette situation, nous le répétons, demande un remède. L'économie dans l'administration ne saurait être ce remède.

Nous admettons que M. Marchand en 1897-98 comme M. Hall en 1892-93 a voulu faire tout ce qui lui était possible de faire pour augmenter les revenus et diminuer les dépenses, afin d'arriver avec un résultat satisfaisant.

Or, que voyons-nous dans l'état ci-dessus ? Les dépenses sous le titre de législation qui étaient de \$199,769 en 1893 ont augmenté à \$210,910 l'an dernier ; celles pour le gouvernement civil de \$251,908 à \$282,585 ; celles pour l'administration de la justice de \$583,409 à \$618,379 ; celles pour l'entretien des travaux publics de \$104,528 à \$127,000. L'intérêt sur la dette, lui, a augmenté de \$150,000, et il ne saurait diminuer. Le gouvernement va-t-il conti-